

1974

Source :
*Situations Moyen-
Orient*
N° 5 février-mars
1974

Israël : entre les élections et la négociation

Marcel Liebman et Thierry Maliniak

Il n'est pas trop tard pour revenir sur les élections israéliennes de décembre 1973 dont l'importance était telle qu'elles ont fait figure d'événement international. De leur issue ne dépendaient pas seulement le sort du gouvernement Meïr, mais aussi l'avenir des négociations de Genève. Et à ce jour, l'incertitude règne encore sur les conséquences qu'aura cette consultation puisque la constitution d'un nouveau cabinet se heurte aux plus sérieuses difficultés.

Stabilité et nouveauté

Les commentateurs ont suffisamment souligné la victoire remportée lors de ces élections par le « Likhoud », coalition de droite groupant l'extrémiste « Herout » de M. Begin et du général Sharon, la liste nationale, le centre indépendant et le mouvement pour le « Grand Israël ». Cette liste a obtenu 39 sièges contre 32 dans l'ancienne Knesseth. Cette avance a été, comme on le sait, obtenue aux dépens du « Maarakh », rassemblement travailliste dirigé par Golda Meïr et où se retrouvait le Parti Mapaï (social-démocrate de droite), le Mapam, situé plus à gauche, ainsi que le « Ahdut Avoda » d'Y. Allon et le « Rafi » que dominent de jeunes loups et de vieux technocrates. Le « Maarakh » est passé de 56 à 51 mandats parlementaires.

Pourtant, le corps électoral israélien a fait preuve d'une relative stabilité qui se dégage mieux encore de la statistique des voix que de celle des sièges : en fait, le « Likhoud » n'a gagné que 4,2% des suffrages et si le « Maarakh » a perdu près de 10% de ses sièges, sa perte en voix n'est que de 6,6%. Et surtout : ces chiffres consacrent une campagne au cours de laquelle la droite nationaliste et annexionniste avait engagé contre les partis au pouvoir une offensive de grande envergure où se mêlaient le chauvinisme, la démagogie et le ressentiment. Tout le monde s'attendait d'ailleurs à un recul de l'équipe travailliste rendue responsable, par le faible courant de gauche, de l'intransigeance paralysante de la politique officielle et, par une importante fraction de

l'opinion publique, des revers de la guerre d'octobre 1973. Somme toute, *l'establishment*, mis en cause politiquement et que l'on pouvait croire sociologiquement menacé – notamment par l'éveil revendicatif de la population d'origine sépharade (orientale) – a bien résisté. D'autant que la poussée de la droite n'est pas, en Israël, un phénomène nouveau : depuis 1960, elle est inscrite dans l'évolution électorale du pays.

Cette stabilité relative ne doit cependant pas cacher quelques phénomènes nouveaux révélés par la dernière consultation et qui ne manquent pas d'intérêt. C'est ainsi que la composition du Parlement a connu un renouvellement important puisqu'un tiers des députés sont de nouveaux élus et que, parmi eux, un grand nombre a moins de quarante ans. Ce rajeunissement répond à une critique adressée depuis longtemps à un *establishment* dont le conservatisme tient, entre autres, au relatif grand âge de son personnel.¹ Autre phénomène intéressant : l'entrée relativement nombreuse à la Knesseth de députés d'origine orientale. Il est vrai qu'ils n'ont pas été élus sur des listes spécifiquement « sépharades », mais leur présence – qui tente elle aussi de désarmer une critique envers la société dominante – pourrait apporter au Parlement un élément de diversité et même de friction.

L'équivoque travailliste

Ainsi, la solidité de la principale formation politique israélienne – qui depuis la création de l'Etat s'identifie avec son personnel dirigeant et ses principaux cadres administratifs – a permis d'atténuer les chocs provoqués par les récents événements. Ce résultat n'a cependant été acquis qu'au prix d'une ambiguïté fondamentale qui continue d'hypothéquer l'avenir – même immédiat – d'Israël. Car si le « Likhoud » a, pendant la campagne électorale, franchement abattu ses cartes – et notamment la principale d'entre elles, qui est celle du « grand Israël » englobant *tous* les territoires conquis en 1967 – le « Maarakh », pour sa part, s'est installé dans l'équivoque. Certes, la coalition travailliste renonce à conserver *toutes* les conquêtes de la guerre des six jours ; mais, pour le reste, comment classer, au sein de ce rassemblement, les partisans d'annexions territoriales « mineures », « sensibles », « substantielles », « importantes » etc... ? Dans une plateforme électorale qui fourmillait d'imprécisions voulues, le Mapaï était clair sur un point : « Israël ne retournera pas aux lignes du 4 juin 1967 ».

Ce qui plus est, les partis au pouvoir n'ont pas profité de la campagne électorale pour poser au peuple israélien les questions politiques fondamentales à la lumière de la guerre d'octobre. A aucun moment, ils n'ont sérieusement mis en question ce concept de « frontières sûres » dont le dernier épisode militaire d'octobre 1973 a pourtant montré toute l'inanité. Ils ont, au contraire, perpétué le climat psychologique qui, depuis tant

d'années, caractérise l'opinion publique israélienne, en renforçant le complexe d'encerclement sans en mettre à jour les véritables causes. Il est vrai que cela n'eût été possible qu'en mettant en cause le sionisme lui-même. Sans doute, les travaillistes défendaient-ils la poursuite des négociations avec les Arabes et furent donc amenés à parler de paix ; mais à aucun moment, ils ne donnèrent l'impression qu'ils croyaient eux-mêmes à sa possible dynamique. Pourtant, la question était évidente : pouvait-on vouloir la paix, après tant d'années d'immobilisme, sans « se mouiller pour elle » ?

La résistance offerte par la coalition gouvernementale à la poussée annexionniste de la droite suffira-t-elle, dans ces conditions, à entretenir une dynamique de la négociation ? On aurait pu le croire, peu après les élections, lorsque le Parlement israélien se prononça à une forte majorité pour l'accord sur le désengagement des forces militaires en Egypte. Ce fait paraissait d'autant plus significatif que les quatre députés communistes – qui avaient voté contre le gouvernement de Golda Meïr pendant la campagne d'octobre, malgré le climat d'union sacrée – unirent leurs voix à celles de la coalition travailliste, contre celles du « Likhoud ».

Obstacle à la détente

Cette hirondelle, cependant, ne fait pas le printemps. En s'engageant dans les opérations d'évacuation de la zone du canal de Suez, les Israéliens ont certes repoussé les démons de l'aventure. Mais rien n'est pour autant résolu. Il suffit, pour s'en convaincre, de relever les récentes déclarations, tant du général Dayan que de Golda Meïr. Cette dernière n'a-t-elle pas affirmé que le Golan « faisait partie d'Israël » (*Le Monde*, 13 février 1974) ? On doutera, en passant, que ce genre de propos soit de nature à détendre l'atmosphère entre Israël et la Syrie et incite le gouvernement de Damas à céder aux pressions qui s'exercent sur lui en fournissant la liste des prisonniers israéliens qu'il détient depuis octobre.

En réalité, si les événements de l'automne 1973 ont bouleversé les données de la situation moyen-orientale, rien n'indique qu'ils aient entraîné une « révision déchirante » de la politique israélienne. Elle se caractérise toujours par l'intransigeance d'une droite vigoureuse, la faiblesse d'une gauche isolée dans le pays, et les louvoiements d'un « centre » qui s'accroche au pouvoir mais refuse de vraiment l'utiliser pour imposer une politique nette. Ayant toujours fui la clarté, elle se complait au contraire dans un clair-obscur qui recule les difficultés mais n'en résout aucune. Sous la pression des Etats-Unis, elle renonce à recourir aux coups de force, sans aller au-delà. « Aller au-delà » signifierait, à tout le moins, renoncer à toute annexion que ne justifient d'ailleurs plus les impératifs de sécurité et s'engager dans la voie de la reconnaissance des droits

¹ Notons, par exemple, que la moyenne d'âge des ministres « Mapaï » est de 57,4 ans, celle des

palestiniens. Mais sur ce dernier point, le gouvernement israélien s'obstine toujours dans un refus hautain et irréaliste.

Sans même parler de la précarité d'une paix qui ne rétablirait pas le peuple de Palestine dans l'intégralité de ses prérogatives nationales, celle à laquelle songent aujourd'hui les diplomates se heurte donc encore à bien des obstacles. Le désir d'abuser d'une victoire a fait manquer à Israël, en 1967, une chance d'ouverture et de détente. Le refus de tirer les leçons d'un échec aura-t-il à présent les mêmes conséquences ?

(20 février 1974.)